

DECISION 42/2024**autorisant la signature d'un contrat d'assurances**

Le Maire de la Commune de Chevreuse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 mai 2021 par laquelle l'assemblée délibérante a délégué à son Maire, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la décision 01/2023 autorisant la signature d'un marché avec la société PNAS pour l'assurance responsabilité civile de la commune ;

Vu le Cahier des Clauses Techniques Particulières et notamment l'article 9 sur la résiliation du contrat ;

Considérant la procédure de mise en concurrence lancée ;

Considérant que l'entreprise MMA IARD propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE**Article 1^{er} :**

De signer un contrat de responsabilité civile avec l'entreprise MMA IARD dont l'agence est située 27 rue de la division Leclerc, 78460 CHEVREUSE pour un montant de 8 590.86 € TTC /an renouvelable une fois.

Article 2 :

Le Directeur Général et le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 :

Il sera rendu compte de la présente décision lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception au contrôle de légalité ;
- Date de sa publication et/ou notification.

Dans ces mêmes conditions, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir compter de la réponse de l'administration. Le silence de cette dernière pendant deux mois vaut décision implicite de rejet.

Article 5 :

Cette décision sera transmise en Préfecture et affichée numériquement sur le site de la Mairie.

Fait à Chevreuse, le 18 décembre 2024



Le Maire,

Anne HÉRY - LE PALLEC

